



Cher et Chères Ami(e)s,

Laurence et Olivia se joignent à moi pour vous souhaiter de très heureuses fêtes de fin d'année. L'infos-Hebdo s'arrête pendant l'intersession parlementaire.

Nous serons heureux de vous retrouver au début du mois de janvier.

En attendant, je vous remercie pour votre fidélité et vos réactions – toujours bienvenues – et je vous adresse avec ces dernières brèves de 2007,

tous mes vœux de bonheur pour la nouvelle année.

Avec toutes mes amitiés,

Robert del Picchia

MONDE

Nicolas SARKOZY au Saint Siège. Au cours de l'audience avec BENOIT XVI, on a parlé de l'avenir de l'Europe, du Liban, des conflits du Moyen-Orient et des problèmes sociaux et politiques de certains pays africains. Le président français a également remercié le Pape pour ses prières en faveur de la libération d'Ingrid BETANCOURT. Nicolas SARKOZY a plusieurs fois mis en avant son appartenance au catholicisme, et qualifié de « *déterminante* » la part du christianisme dans l'identité nationale française. Après la cérémonie, il a d'ailleurs appelé à l'avènement d'une « *laïcité positive* » qui sache « *veiller à la liberté de pensée* », mais qui « *assume également les racines chrétiennes* » de la France. Comme c'est l'usage pour un Président de la République française, « *fille aînée* » de l'Eglise, M. SARKOZY a été fait dans l'après-midi « *unique chanoine honoraire* » de Saint-Jean-de-Latran, un titre conféré à tous les chefs d'Etat français depuis Henri IV.

Prochains voyages prévus du Président de la République. Fin décembre Egypte. Puis du 13 au 16 Janvier 2008 : Arabie Saoudite, Qatar et Abou Dhabi. Puis le Président se rendra fin janvier en Inde, où se trouve actuellement Bernard KOUCHNER. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes souhaite une coopération dans le domaine nucléaire civil avec l'Inde, et incite ce gouvernement à signer un accord avec l'AIEA.

BUSH pour la 1^{ère} fois en Israël et en Cisjordanie : le 8 et le 16 janvier. Sa visite le conduira dans différents pays arabes. Annonce de l'organisation par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'une Conférence internationale de suivi pour les investisseurs dans les territoires palestiniens.

Arche de Zoé : le procès. Le procès de 6 Français, 3 Tchadiens et 1 Soudanais poursuivis pour l'enlèvement de 103 enfants s'est ouvert devant la cour criminelle de la capitale tchadienne N'Djamena. Aux termes d'une convention bilatérale entre les deux pays, les condamnés peuvent d'abord être remis à la France pour y purger leur peine. Ils peuvent aussi être remis en liberté et renvoyés en France si le président Idriss DEBY fait usage de son droit de grâce. Les magistrats tchadiens jugeront une affaire très suivie dans leur pays, où elle a suscité plusieurs manifestations antifrancophones.

Les FARC devraient libérer 3 otages. Parmi eux Clara ROJAS, directrice de campagne d'Ingrid BETANCOURT.

Liban : élection du Président ce samedi ? Pour la 9^{ème} fois depuis le mois de septembre, le Parlement libanais, profondément divisé, a reporté au 22 décembre la désignation d'un président. « *La France est plus que jamais attachée à l'élection d'un président libanais de large rassemblement* », a souligné David MARTINON. « *Le président français entend que cette date soit respectée et qu'on trouve une solution à ce processus électoral* » souligne le porte-parole de l'Elysée.

L'ONU hors jeu au Kosovo. Les Etats membres du Conseil de sécurité ne sont pas parvenus à surmonter leurs divergences sur le statut du Kosovo. Les Occidentaux se sont dits prêts à accompagner la province serbe vers son émancipation. Ils estiment que la résolution 1244 du Conseil de sécurité, adoptée en 1999, autorise la mise en œuvre du plan « *indépendance encadrée* » sans nouvelle résolution. Belgrade et Moscou assurent que le texte garantit l'intégrité territoriale de la Serbie.

La personnalité politique de l'année 2007 ? Pour le Time, c'est Vladimir POUTINE. Le magazine américain souligne que le dirigeant russe « *n'est pas un type bien, mais il a fait des choses extraordinaires. C'est un nouveau tsar de Russie indifférent à la liberté d'expression qui a le souci de la stabilité. Mais la stabilité, c'est ce dont la Russie avait besoin* ».

EUROPE

Schengen pour tous... ou presque. Avec l'arrivée de 9 pays : Slovaquie, Slovénie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque et Malte. L'espace Schengen passe de 15 à 24 Etats membres et sa frontière orientale s'étend désormais sur 4.278 kilomètres. A compter de ce vendredi, les contrôles terrestres et maritimes entre les pays de la zone disparaissent mais sont maintenus jusqu'à la fin mars dans les aéroports. Ces Etats ont toutefois une responsabilité nouvelle : assurer la protection de la frontière orientale de l'UE. A noter que Chypre a choisi de garder des contrôles frontaliers et reste ainsi hors de l'espace Schengen, tout comme la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Grippe aviaire en Allemagne. Le virus H5N1 a provoqué la mort d'au moins deux poules dans une basse-cour proche de Berlin. En 2006, un foyer de grippe aviaire dans un élevage bavarois avait conduit à tuer 160.000 volailles. Plusieurs autres cas ont été détectés chez des animaux sauvages.

Belgique : un gouvernement avec un CDD de trois mois. Après 6 mois d'impasse politique, un gouvernement intérimaire a finalement été formé, mais les divergences restent entières. 14 membres, issus de 3 partis francophones et de 2 partis flamands, gouvernement dirigé par le Premier ministre Guy VERHOFSTADT.

Formation du Gouvernement en Croatie. Le président croate Stipe MESIC a chargé Ivo SANADER, Premier ministre sortant, de former un nouveau gouvernement. M. SANADER s'est dit certain que son parti, la Communauté démocratique croate (HDZ), formerait avec succès un gouvernement dans les 30 jours, et le ferait approuver par la chambre. Le HDZ a remporté 66 sièges aux élections. C'est dix de plus que le Parti social-démocrate (SDP), d'opposition, mais il aurait fallu 11 sièges de plus au HDZ pour la majorité

L'Espagne votera le 9 mars. Elections générales. Annonce de José Luis Rodriguez ZAPATERO, chef du gouvernement, à l'issue d'un vote approuvant le budget 2008. M. ZAPATERO, socialiste, a été élu en mars 2004 lors d'un scrutin entaché par les attentats de Madrid, qui avaient fait 191 morts et plus de 1.800 blessés. Selon les sondages, les socialistes devancent légèrement les conservateurs.

Union de la Méditerranée. Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement le 13 juillet à Paris. Annonce à Rome par le Président français Nicolas SARKOZY, aux côtés du président du gouvernement espagnol Jose Luis RODRIGUEZ ZAPATERO et de celui du Conseil italien, Romano PRODI. « *En Méditerranée, le monde jouera la pire des guerres ou la meilleure des paix* », a ajouté le président français, à l'origine de ce projet d'Union méditerranéenne. « *C'est en Méditerranée que se cristallisera le dialogue des cultures entre l'Occident et l'Orient, ou l'opposition et l'exacerbation des tensions. C'est en Méditerranée que nous réussirons la paix autour de projets concrets ou que nous échouerons* », a-t-il poursuivi.

Comité d'orientation sur les questions européennes. Placé sous la présidence de Bernard KOUCHNER et de son secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Bernard JOUYET, ce groupe d'une trentaine de personnalités politiques, économiques et culturelles, est chargé de participer à la préparation de la Présidence française de l'UE au 2nd semestre 2008. Les anciens ministres Nicole AMELINE, Elisabeth GUIGOU, Anne-Marie IDRAC et Alain LAMASSOURE, sont parmi les membres du comité.

Elizabeth II, 81 ans, devient le monarque le plus âgé à avoir régné sur le royaume d'Angleterre. La reine Victoria conservera quelques années encore le record absolu du plus long règne de l'histoire britannique, 64 ans. Elizabeth devra rester sur le trône jusqu'au 9 septembre 2015 pour dépasser son arrière-arrière-grand-mère. Depuis son couronnement en 1953, elle a vu défiler à Buckingham pas moins de 11 Premiers ministres, de Winston CHURCHILL à Gordon BROWN.

Contrôle des ventes d'armes aux Etats-Unis. « *Sans aucune opposition* », le Sénat et la Chambre des représentants ont approuvé un texte, qui vise à renforcer les vérifications concernant les antécédents éventuels d'acheteurs d'armes, et l'ont envoyé au Président George BUSH, qui doit le signer pour qu'il acquière force de loi. Cette mesure de contrôle des armes à feu a été rédigée à la suite du carnage commis par un homme dérangé qui a tué 32 personnes en avril dernier à l'université de Virginia Tech, avant de retourner l'arme contre lui-même.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Réforme des Institutions. Le projet de loi constitutionnelle a été transmis cette semaine aux partis politiques. Etablie « *en janvier* » après arbitrage du chef de l'Etat, la version définitive pourrait être déposée au Parlement et examinée en commission avant les municipales des 9 et 16 mars, selon le Premier ministre. « *Nous ne sommes pas à quelques semaines près. L'objectif est d'arriver à un consensus assez large* », souligne François FILLON. Le Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement a toutefois confirmé avoir réservé la semaine du 21 janvier pour un examen à l'Assemblée nationale.

Des députés pour les Français de l'étranger ! La modification de l'article 24 a finalement été prise en compte par le texte du Premier ministre, à la demande de l'Elysée, pour permettre leur représentation à l'Assemblée nationale. Les modalités (nombre de sièges, circonscriptions, mode de scrutin) seront prévues ultérieurement par des textes de loi organique et ordinaire. Il s'agit désormais de convaincre les parlementaires, pas tous acquis à la cause.

28 articles. Le Président de la République demande la possibilité de s'exprimer devant le Parlement. En échange, l'avant-projet de loi constitutionnelle accroît les pouvoirs du Parlement. Une commission composée de membres des deux assemblées donnera son « *avis* » sur toutes les nominations en conseil des ministres (préfets, ambassadeurs, recteurs...), ainsi que des membres d'instances comme le Conseil constitutionnel, le Conseil supérieur de l'audiovisuel ou le conseil supérieur de la magistrature. L'article 49-3, qui permet au gouvernement de faire adopter une loi sans vote, sera limité au budget (Etat et Sécurité sociale), ainsi qu'« *un autre texte par session* ». L'ordre du jour sera fixé non plus par le gouvernement, mais par la conférence des présidents de chaque assemblée, deux semaines sur quatre étant réservées à l'examen des textes gouvernementaux. Une séance par mois sera réservée à l'opposition. La discussion en séance d'un projet de loi ne pourra intervenir qu'au bout d'un mois après son dépôt, sauf si l'urgence a été déclarée. Elle portera sur le texte adopté par la commission, et non plus sur celui du gouvernement. Le Parlement devra autoriser la prolongation de toute intervention armée à l'étranger au-delà d'une durée de six mois.

Les questions qui fâchent. « *Le débat n'est pas clos* » assure le Premier ministre. En cause : la proportionnelle à l'Assemblée nationale, refusée par la majorité des UMP, qui n'est cependant pas du domaine constitutionnel. Une dose de proportionnelle pourrait être introduite lors du redécoupage, prévu pour 2008, des circonscriptions des députés. De leur côté, les centristes réclament la proportionnelle. Le PS refuse toute expression du chef de l'Etat devant le Parlement. « *Le compte n'y est pas. Nous avons besoin que le gouvernement refasse sa copie* », a déclaré Arnaud MONTEBOURG. L'UMP ne dispose pas seule des 3/5^{èmes} des voix nécessaires pour la réforme constitutionnelle.

Charité bien ordonnée... Le raté politique de cette fin d'année, est sans conteste celui du directeur de cabinet de la ministre au Logement, Christine BOUTIN – laquelle fait actuellement face à la gronde des associations de mal logés et de sans-abri – qui a été épinglé par un hebdomadaire du mercredi. Jean-Paul BOLUFER occupe un appartement de 190m² de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP), dans le quartier de Port-Royal, pour un loyer de seulement 6,30 euros le mètre carré, près de 4 fois inférieur au prix du marché... Elle a accepté la démission de son directeur de cabinet, qui souhaite retrouver sa « *liberté de parole* », et ne pas entraver « *l'action de [sa] ministre* ».

Plan de rigueur annoncé par François HOLLANDE. Le 1^{er} secrétaire du PS a répété sa « *certitude* » quant à un plan de rigueur après les municipales, en raison de la faiblesse de la croissance, qui serait de 1,9% du PIB en 2008. Tous les députés socialistes ont porté un badge rond et rouge, frappé du poing à la rose, sur lequel on pouvait lire « *plus de pouvoir d'achat pour tous les Français* ».

La CSA ne décomptera pas les interventions du Chef de l'Etat sur le temps de parole du gouvernement. La PS a saisi le Conseil d'Etat, dénonçant la « *concentration de la presse* ».

PARLEMENT

Le Parlement suspend ses travaux du vendredi 21 décembre au dimanche 6 janvier.

Budget 2008 : a voté. Le Parlement a fini le marathon budgétaire qui s'est étalé sur 2 mois, avec l'adoption d'un compromis entre les deux chambres en commission mixte paritaire.

325 pour le Sénat, 280 pour l'Assemblée nationale. C'est le nombre d'heures de débat au Parlement depuis la rentrée de septembre 2007. La chambre basse a siégé 44 jours, contre 51 jours pour le Sénat. 2.636 amendements ont été déposés à l'Assemblée nationale, 2.049 au sénat. 1/3 adoptés. A venir au 1^{er} semestre 2008 : modernisation économique, traité européen, révision constitutionnelle et les textes issus des négociations sociales.

Traité européen simplifié : le projet de loi constitutionnel sera examiné le 15 janvier à l'Assemblée nationale, et le 29 janvier au Sénat. Viendra ensuite la procédure de ratification elle-même, le 4 février.

Assemblée nationale

Maintien de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les Français âgés de plus de 65 ans non imposables.

La Cour fera les comptes. Le bureau de l'Assemblée nationale demandera à la Cour des Comptes de « *procéder à un audit de gestion* » à partir du 1^{er} janvier 2008. La Cour n'aura pas à juger de l'opportunité politique d'une dépense, mais à évaluer la qualité de l'utilisation des moyens.

Adoption expresse du projet de loi sur le pouvoir d'achat. Sans surprise, les élus de la majorité ont voté pour le texte, l'opposition de gauche a voté contre. Le texte prévoit notamment l'indexation des loyers sur l'indice des prix, le cautionnement réduit à un mois de loyer pour les nouveaux locataires, avec la possibilité de ne pas verser la garantie en une seule fois...

Sénat

Refonte du code du travail. Validé par les sénateurs de la majorité dans la version adoptée par l'Assemblée nationale, le projet de loi réécrit le texte qui régit 18 millions de salariés. La PS a annoncé qu'il allait déposer un recours devant le Conseil constitutionnel.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Organismes génétiquement modifiés. Création d'une Haute Autorité. Le texte modifie le régime de responsabilité des agriculteurs qui cultivent des OGM et étend l'information des citoyens. / Lutte contre les discriminations.

Ordonnances. Adaptation à Mayotte de diverses dispositions législatives.

Points en discussion : les suites données aux propositions du comité de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la Ve République.

Communications. Les résultats de la Conférence des Nations unies de Bali sur les changements climatiques. / La lutte contre les discriminations. / L'action en faveur des personnes sans abri. / La mise en place de l'interlocuteur social unique pour les artisans et les commerçants.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Le chômage continue de baisser, mais plus lentement. La courbe, selon l'INSEE, devrait permettre d'atteindre 7,7% de la population active au 2^{ème} trimestre 2008. 20.000 personnes retrouveraient un emploi par trimestre, contre le double en 2006.

La TEPA appliquée par 40% des entreprises de moins de 10 salariés après un mois d'entrée en vigueur. Il s'agit du dispositif législatif adopté cet été pour les heures supplémentaires. 75 millions d'euros d'exonérations et 20 millions d'heures supplémentaires. Désormais, les heures supplémentaires sont payées 25% de plus (sauf en cas d'accord collectif inférieur), non imposables pour le salarié.

SFR se refait Neuf. Le mobile c'est cher mais ça peut rapporter gros... Le groupe *Louis Dreyfus* et l'opérateur de téléphonie mobile SFR ont signé un « *projet d'accord de cession* » pour le rachat de la participation de *Louis Dreyfus* dans Neuf Cegetel. Dans la foulée SFR, avec accord de son principal actionnaire (56%) le groupe Vivendi, lancera une OPA sur Neuf Cegetel. L'ensemble de l'opération devrait être bouclée fin 2008. Montant, 4,5 milliards d'euros.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

CFE : fin de la rétroactivité. Publication au Journal officiel de la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2008 (PLFSS). L'article 27 de cette loi établit la suspension de la rétroactivité en cas d'adhésion tardive pour toutes les personnes adhérant à la CFE entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2008. <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=BCFX0766311L>

Sénatoriales 2008 : la liste du PS élue par les militants de la fédération des Français de l'étranger a été entérinée par le Conseil national du PS. Seront donc en lice en septembre 2008 : Claudine LEPAGE, Jean-Yves LECONTE, Anne-Marie MACULAN, Hassan BAHOUN, Hélène CONWAY, Fwad HASNAOUI.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

La Légion d'honneur suit le Mérite. La promotion de l'Ordre national du Mérite qui devait paraître le 15 novembre avait été reportée. Il en serait de même pour la promotion de la Légion d'Honneur, qui paraît traditionnellement le 1^{er} janvier. Dans les deux cas, le Président de la République aurait souhaité davantage de femmes, et davantage de récompenses des personnalités promues. Ces deux promotions devraient paraître vers la fin janvier.

Le Conseil économique et social vote pour les Français rapatriés. L'assemblée plénière a adopté à l'unanimité le projet d'avis présenté sur les « *politiques financières conduites en faveur des Français rapatriés* ».

Les avocats demandent le divorce. Ils ont manifesté partout à travers la France contre le projet de réforme du divorce – qui prévoit le passage devant le notaire, et non plus le juge, en cas de divorce par consentement mutuel – après la gronde contre la Ministre de la Justice, Rachida DATI, et sa réforme de la carte judiciaire. Les avocats dénoncent l'absence de concertation sur un texte qui va entraîner un fort manque à gagner pour beaucoup de cabinets.

Le timbre plus cher. 1 centime d'euros de plus pour les envois de lettre de moins de 20 grammes, à partir du 1^{er} mars prochain, passant de 54 à 55 centimes d'euros.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Démission du directoire du Monde. « *Le directoire avait prévu de présenter à l'ensemble des actionnaires les mesures de redressement et de restructuration nécessaires* », mais « *face aux prises de position publiques et réitérées de la Société des Rédacteurs du Monde* », Pierre JEANTET, Bruno PATINO et Eric FOTTORINO ont démissionné.

CARNET

Décès

Disparition de Serge VINÇON. Le Président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat est décédé à 58 ans. Homme de talent et de grande qualité, il était apprécié par tous ses collègues au Sénat mais aussi par les spécialistes des affaires militaires. Un grand nombre de personnalités et plus d'un millier de personnes lui ont rendu hommage lors de la messe célébrée en l'Eglise de Saint Amand Montrond, dont il était le maire.

Bernard KESSEDJIAN, ambassadeur au Vatican – le jour de la visite du Président SARKOZY. L'ambassadeur, 64 ans, était malade depuis de longs mois. Il avait été ambassadeur auprès de l'ONU à Genève mais auparavant à Athènes, Alger et avait été Directeur du Cabinet de Roland DUMAS.

Nominations

François GOUYETTE, ambassadeur en Libye.

Jean-Michel DUMOND, ambassadeur au Nigeria.

Yves JANNIER va succéder à J.-L. BRUGUIERE à la tête du pôle antiterroriste.

Laurent PIC, secrétaire général adjoint des affaires européennes.

Jean-David LEVITTE, élu à l'Académie des sciences morales et politiques.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr